



Dans un rapport publié le 10 février dernier, Human Rights Watch (HRW) accuse les deux pays « d'avoir violé les droits des Camerounais expulsés par Washington et ces derniers seraient issus de la minorité anglophone et seraient victimes de plusieurs formes de persécution, depuis leur retour ».

Selon les informations contenues dans le rapport de Human Rights Watch , « 80 à 90 individus expulsés des Etats - Unis sur deux vols en octobre et novembre 2020, et d'autres expulsés en 2021 et 2019 sont victimes de persécution, d'arrestation et de détentions arbitraires, de tortures, viol et autres violences, d'extorsion, de poursuites injustes... ». « Nombreux sont ceux qui, dans ces groupes, déclarent avoir subi " Une force excessive, une négligence médicale et d'autres sévices corporels pendant qu'ils étaient gardés en détention par les services d'immigration et de douane aux Etats – Unis », ajoute HRW.

L'ONG prétend donc que « Le Cameroun a commis de graves violations des droits humains sur des dizaines de ses ressortissants expulsés des Etats - Unis, qui ont, eux, violé les droits des réfugiés en renvoyant ces demandeurs d'asile dans leur pays... ».

Les Etats-Unis quant à leur se seraient rendus coupables de « Violation du principe de non - refoulement. Un principe du Droit International des Réfugiés et des Droits Humaines...Les expulsions de 2019 et 2020 ont été constatées sous l'administration Trump qui s'est caractérisée par des politiques d'immigration dures, un accès restreint à l'asile mais, l'administration Biden, qui a pris la décision positive d'annuler un vol d'expulsion de Février

2021 a cependant expulsé plusieurs Camerounais en octobre 2021, en dépit des conditions rendant leur retour dangereux...”, peut- on lire dans le rapport.

Human Rights Watch prétend avoir mené des enquêtes et interrogé les “ victimes”. Pour le cas présent, des questions auraient été posées à “ 41 Camerounais expulsés et à 54 autres au Cameroun et aux Etats - Unis. Seulement il est curieux de constater que même les aires géographiques des victimes sont erronées. Toute chose rend difficile croire à cette ONG qui prétend donner les informations crédibles. « *La quasi - totalité de ces ressortissants sont issus de la minorité anglophone de l’Ouest du Cameroun, en proie à un sanglant conflit depuis cinq ans entre groupes armés séparatistes et forces de sécurité. L’ Onu et les Ongs internationales accusent régulièrement les deux camps de crimes et d’atrocités contre les civils...* ».
